

Pour une stratégie gagnante

Santé, droits, écologie, démocratie: Contre les inégalités, l'Humanité !

Reprenre le contrôle: pour les priorités humaines !

Nous assistons à la valse des milliards. 100 milliards pour la « relance ». Ils s'ajoutent aux 470 milliards mobilisés depuis mars 2020 : prêts d'Etat, avances de cotisations, chômage partiel, subventions. En Europe, la BCE a mobilisé 1200 milliards et la Commission « promet » 750 milliards.

Partout, les gouvernements ont paniqué. L'économie peut s'effondrer. Alors « ils » acceptent de faire ce qu'ils refusaient jusqu'ici : des dettes !

Mais ils maintiennent les privilégiés à leur place ! Il faudra donc rembourser... par l'austérité, par la compression des salaires et des services publics, les retraites.

Un mouvement populaire doit dire **STOP !**

Les dettes peuvent être compensées par l'émission de monnaie par la Banque centrale (BCE), comme cela s'est produit pour sauver les banques après 2008. La BCE doit être au service de la société.

Stop aux fortunes et revenus indécents !

5% au sommet de l'échelle possèdent 30% du patrimoine : c'est le résultat de 30 ans de politiques libérales. Les 5% les plus riches ont vu doubler leur patrimoine depuis 2002.

Un impôt exceptionnel sur les fortunes s'impose. Elles ont fait trop de dégât. Leur richesse ne doit pas leur laisser le pouvoir de décider dans les entreprises. Une réforme fiscale garantira la justice.

Exigeons : un impôt progressif sur le patrimoine ; des tranches supplémentaires pour les revenus élevés ; la taxation des transactions financières, la suppression des niches fiscales et de la fraude fiscale. Selon Attac, **200 milliards** d'euros sont « récupérables » par la justice fiscale.

Des banques pour le bien commun

La monnaie n'est pas sacrée. C'est un service public, dont nous avons perdu le contrôle.

Les banques ont le pouvoir d'émettre de la monnaie. Mais elles en ont fait un marché au service de la finance, qui mène le monde à la catastrophe.

Reprenons le pouvoir ! Les banques, la BCE, doivent financer les investissements décidés par la société. Il y a des milliers de milliards d'euros dans les banques centrales : transformons ces fonds perdus en prêts pour le bien commun.

La Banque publique d'investissement, créée en 2013, gère localement des « aides » aux entreprises, notamment PME. Imposons que cet organisme soit mis sous le contrôle démocratique de toutes et tous.

Avec les syndicats, les ONG, organisons une conférence nationale pour l'appropriation collective des moyens d'action. Appuyée sur des assemblées locales.

La crise COVID fait des ravages.

Les pays les plus pauvres (Inde), ou sans protection sociale (USA), en payent le prix en mortalité élevée.

L'humanité fait face à une crise dramatique.

Le capitalisme mondial mène à la catastrophe, sanitaire, sociale, écologique, politique. La démocratie est cadennassée, les violences racistes augmentent. Quand les peuples se rebellent, ils sont réprimés.

En France, la crise sociale explose ! 6 millions de chômeurs-euses inscrit.es à Pôle emploi, mais plus de 11 millions de personnes sont dans la précarité : « sous-emploi », temps partiel, CDD, intérim. L'activité partielle, majoritairement féminine, comprime durablement les salaires. Emplois précaires = misère. Plus de 9,6 millions de personnes sont au-dessous du « seuil de pauvreté ».

La crise sanitaire rebondit et inquiète. Personne n'a oublié les mensonges sur les masques et les tests. Un droit démocratique

de co-décision s'impose sur les règles communes.

Exigeons des informations précises et du temps sur les lieux de travail pour en parler avec les syndicats.

Macron avait promis des « jours heureux ». Tromperie !

Il annonce un « plan de relance ». M. Roux de Bézieux, président du Medef dit merci: « *C'est ce que nous avions demandé* ». Ce « plan » augmente les profits des entreprises, avec 20 milliards de cadeaux d'impôts. Celles-ci

licencient ou imposent des « *accords de performance collective* », arnaque issue des lois Macron sur le Code du travail qui obligent les syndicats à signer des baisses de salaire et d'emplois. Sinon : dépôt de bilan ! Et la loi d'urgence sanitaire augmente la durée du travail jusqu'à 60h !

La nouvelle assurance-chômage qui réduit les droits de 30% pour des centaines de milliers de personnes s'appliquera. Et Macron veut toujours imposer la réforme des retraites.

**L'action s'impose maintenant !
Pour la protection sanitaire, exigeons la démocratie dans le travail et la société ! Avec les syndicats, les associations, organisons des assemblées. Disons-le : « plus jamais ça ! »
L'humanité d'abord !**



Les forces de gauche et écologistes devraient s'unir pour des propositions et des actions communes. C'est l'urgence.



contact@ensemble-fdg.org



@ensemble.frontdegauche



@Ensemble_FdG

« Plan de relance » = capitalisme « vert »

→ 100 milliards de « plan de relance » sont annoncés, sur deux ans. 34 MM vont à la « **compétitivité des entreprises** », 36 à la « **cohésion sociale** » et 30 à la « **transition écologique** » :

« Compétitivité » ?

20 milliards vont à la baisse des impôts dits « de production », donc le capital installé. Et l'impôt sur les bénéfices (IS) baisse de 33% à 25%. Le but : rendre le territoire « attractif », « compétitif ». Le Medef le voulait, Macron le fait. Bien sûr : aucune conditionnalité d'emplois à ces cadeaux !

« Cohésion sociale » ?

Parle-t-on des salaires ? Des minima sociaux (RSA) comprimés à 550 euros et interdits aux moins de 25 ans ? Non. Le plan offre des primes de 4000 euros pour embaucher des jeunes. C'est un effet d'aubaine pour des patrons. L'embauche n'est garantie que 3 mois, et un CDD peut se renouveler : on passe de la précarité... à la précarité. On s'en souvient, Macron avait supprimé les « emplois aidés » en 2017: soit-disant **inefficaces** !

« Transition écologique » ?

Il y a une amorce, mais pas au-delà de 2022. Un effort est inauguré pour isoler les bâtiments (6,7 milliards) et pour les transports (11 milliards). On compte surtout sur des solutions technologiques, sans changer l'organisation de production. On brandit la propulsion à l'hydrogène et les voitures électriques comme la solution d'avenir. Or les primes à l'achat du printemps ont surtout aidé (pour 90%) à acheter les voitures polluantes. Et si les voitures électriques semblent à l'utilisation moins émettrices de gaz à effet de serre (GES), leur bilan carbone total (production des batteries) est négatif. Quant au fret ferroviaire, il passerait de 9% à 18% du tonnage transporté, ce qui laisse une marge énorme aux camions. La protection de la biodiversité est réduite à la portion congrue, alors que de nouvelles concessions sont faites à l'agriculture productiviste (**néonicotinoïdes**)!

Bref : le capitalisme est repeint en vert, sans vision de long terme. La crise mondiale révèle un tel délabrement économique, industriel, social, écologique, que les mesures prises ne sont pas à la hauteur du gouffre ouvert sous nos pieds. Il n'y a pas de véritable soutien à la demande.

Il faut une rupture révolutionnaire !

Des propositions alternatives

Quatre directions pour une planification :

1. Répartir les richesses : la minorité enrichie depuis plus de vingt ans doit subir une ponction forte : les 5% les plus riches possèdent 30 % du patrimoine.
2. Les droits sociaux, sécurisés par les cotisations, sont indissociables des ruptures écologiques.
3. L'abolition du chômage exige une économie du bien commun écologique (industrie, services publics, agriculture), et une réduction du temps de travail.
4. La démocratie active s'impose. Non à l'arbitraire patronal dans le travail!

Les droits :

- **La santé** doit primer sur les résultats financiers. **POUR** un droit à la décision collective sur l'organisation du travail ! **POUR** la remise en place des Comités d'hygiène et sécurité-conditions de travail (CHS-CT).
- **La Sécurité sociale doit être universelle.** **POUR** le maintien intégral des salaires, quels que soient les situations ! Sinon aucune transition écologique n'est possible.
- **Personne en dessous du seuil de pauvreté.** Et le Smic à 1700€ net, et des minima sociaux à 75% de ce Smic. Une garantie des salaires et revenus de 1250 à 6000€.
- **POUR un droit de veto suspensif** garanti aux salariés-es et leurs délégué-es face aux licenciements. L'examen de solutions alternatives (économie solidaire) doit être juridiquement protégée.
- **POUR** une véritable égalité salariale entre femmes et hommes
- **POUR la réduction du temps de travail.** La semaine de 32 heures avec un droit de contrôle des embauches et l'interdiction du temps partiel imposé. Avec du temps libre pour délibérer, pour se former, du temps partagé pour l'égalité des tâches dans la famille.

Les choix :

- **Les filières industrielles** doivent être transformées. **POUR** une société où la voiture thermique n'est plus au cœur de l'industrie. **POUR** des petits véhicules partagés et bridés. Le transport avion doit diminuer, ce qui implique des reconversions.
- **POUR un plan général de rénovation thermique des bâtiments** sur 10 ans, avec une formation professionnelle développée.
- **POUR la priorité au transport public ferroviaire** afin de renverser totalement le rapport fret-SNCF/camions (9% du tonnage aujourd'hui !) et l'abandon total de la privatisation SNCF.
- **Pour une consolidation des services publics** et en créer de nouveaux: logement, petite enfance, dépendance.
- **POUR une agriculture agroécologique** opposée au productivisme, accompagnée d'un schéma urbanistique arrêtant le tout aux métropoles et donnant la priorité aux circuits courts d'alimentation.